

vance. Ils peuvent nommer des ambassadeurs, mais ne peuvent seulement pas défrayer la dépense de leurs tables. Ils peuvent, en leur propre nom et sur la foi des états, faire des emprunts, mais n'en peuvent payer un dollar. Ils peuvent frapper monnaie, mais ne peuvent acheter une once d'or. Ils peuvent faire la guerre, et déterminer quel nombre de troupes sera employé, mais ils ne peuvent lever un seul soldat. En un mot, ils peuvent faire toutes espèces de déclarations, mais ne peuvent en exécuter aucune."

"Quelque fort que puisse paraître ce langage, il n'est pas plus chargé que ne le comportent les faits dans tout leur mérite. WASHINGTON lui-même, ce patriote sans tache et sans reproche, parle, en 1785, avec une force inaccoutumée sur le même sujet : "En un mot, dit-il, pour moi la confédération est un peu plus qu'une ombre sans substance ; et le congrès un corps sans force, ses ordonnances n'étant que peu obéis." On retrouve les mêmes sentiments dans un grand nombre de documents publics. L'une des preuves les plus humiliantes de l'impuissance complète du congrès de mettre en force même les pouvoirs exclusifs dont il est revêtu, se trouve dans la circulaire raisonnée qu'il adressait aux divers états, en avril 1787, les engageant dans les termes les plus touchants de rappeler telles de leurs lois qui venaient en conflit avec les traités passés avec des nations étrangères. "Si, en théorie, dit l'historien de WASHINGTON, les traités faits par le congrès sont obligatoires ; d'un autre côté, il a été démontré qu'en pratique ce corps était absolument incapable de les mettre à exécution."

"Dans cet état de choses, les embarras du pays sous le rapport financier, la détresse pécuniaire devenue générale chez le peuple, par suite des conséquences ruineuses de la guerre, de la prostration complète du commerce, et du médiocre rendement des récoltes, imprima une nouvelle impulsion aux divisions politiques déjà si profondes dans les conseils de la nation. Des efforts furent faits de notre côté pour diminuer les calamités qui pesaient sur le peuple ; on eut recours à l'émission de papier-monnaie, à la législation concernant les offres réelles, aux versements et autres lois, ayant pour objet de permettre aux individus d'ajourner le paiement de leurs dettes privées, et décrétant aussi une diminution des taxes publiques. De l'autre côté, les créanciers, tant publics que privés, s'alarmèrent par suite des nouveaux dangers qu'elle créait au détriment de la propriété, et des plus grandes facilités qu'elle offrait à la fraude, à l'annéantissement de la foi individuelle et du crédit. Et ils insistèrent avec force pour qu'on établit un gouvernement et une législation qui sauvegarderaient la foi publique, rachèteraient le pays de la ruine qui suit toujours la violation des principes de justice, et des obligations morales des contrats. On nous dit qu'à la fin deux grands partis se formèrent dans chaque état, distincts l'un de l'autre, poursuivant aussi des objets distincts avec des organisations systématiques.

"Ce qui étonne le plus n'est pas que, sous de telles circonstances, la constitution ait rencontré

la plus vigoureuse opposition, mais qu'elle ait été adoptée du tout par la majorité des états. Dans la convention même qui la rédigea, elle donna lieu à beaucoup de contestations, et, sur quelques-uns de ses points les plus essentiels, il se manifesta une divergence d'opinions de la nature la plus intense et la plus irréconciliable. Il paraît qu'à plusieurs reprises la convention fut presque sur le point d'être dissoute sans avoir rien accompli.

"Dans la convention elle-même qui l'a rédigée, il y avait une grande diversité de jugement, et, sur des points vitaux, il existait une hostilité intense et irréconciliable entre les opinions. Il paraît qu'à différentes époques, la convention fut sur le point de se dissoudre sans rien accomplir, etc.

"D'un autre côté, si les partisans du gouvernement national sont moins nombreux, ils sont susceptibles d'attirer dans leurs pays des hommes d'une ambition ardente, d'une intelligence étendue et d'un génie puissant. L'amour de l'union, le sens intime de son importance, plus que cela, de sa nécessité pour assurer la permanence et la sécurité de notre liberté politique ; la conviction que les pouvoirs de la constitution nationale sont éminemment propres à maintenir la paix à l'intérieur et la dignité à l'extérieur, à donner de la valeur à la propriété, de la méthode et de l'honneur aux grands intérêts agricoles, commerciaux et manufacturiers ; la conviction ainsi que les restrictions qu'elle inspire aux états, offrent le seul moyen efficace de préserver la justice publique et privée, et pour assurer la tranquillité mise en danger par les ambitions rivales des états ; toutes ces choses, il n'y a pas de doute, amèneront un grand nombre d'esprits réfléchis et calmes à s'entendre pour la soutenir. Si, à ces derniers, nous ajoutons ceux que les plus grandes récompenses offertes par les honneurs, les places ou les influences attachées à une sphère d'actions plus étendue, peuvent attirer dans les conseils de la nation, il y a beaucoup à penser que l'Union ne se trouvera pas sans amis résolus."

Les événements qui se passent aujourd'hui aux Etats-Unis prouvent assez, je le pense, que les craintes des illustres fondateurs de l'Union n'étaient pas sans quelque motif.

Le projet de constitution qui nous est soumis est aussi un compromis, seulement un compromis, dans de meilleures conditions d'existence, et moins dangereux pour la stabilité et la force de la nation à laquelle il doit donner l'être.

L'unité s'y meut plus à l'aise et les contrôles, qui s'y trouvent au profit des localités, y sont placés de manière à ne pouvoir pas entraver l'action générale.

Ce n'est pas tant contre le principe fédéral que se dirigent la plupart des arguments de l'hon. député d'Hochelaga. Pour lui, c'est une question de parti qui se pose ainsi : Comment nous trouverons-nous, mes amis et moi, dans cette confédération ? serons-nous forts, y serons-nous faibles ? pouvons-